

Anti-inflation—Loi

pour être le plus loin possible de la Chambre lorsque nous voterons sur le bill du système métrique.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Je comprends très bien que le ministre des Approvisionnements et Services passe tellement de temps en Afrique. S'il désire rester au cabinet, il serait certainement dans l'intérêt national de l'en tenir le plus loin possible, le plus longtemps possible.

Mlle MacDonald: Ayez pitié des Africains.

M. Clark: Ce sont les privilèges du pouvoir. Le gouvernement actuel s'en sert parfois à bon escient mais il en abuse souvent. Cependant, monsieur l'Orateur, le pouvoir n'est pas que privilège. Il y a également des responsabilités; la responsabilité de diriger, la responsabilité de faire ce qui doit être fait même si le genre de sondages de l'opinion publique mentionné l'autre jour par le ministre indique que ce qui est approprié peut être temporairement impopulaire. C'est le genre de direction dont nous avons le plus besoin maintenant et qui nous fait le plus défaut dans le domaine des contrôles et de l'orientation future de l'économie du Canada.

Le présent gouvernement s'est déjà montré assez irresponsable vis-à-vis des contrôles. Quand mon prédécesseur, le député de Halifax (M. Stanfield), a eu le courage de proposer ce qui était nécessaire en 1974, le gouvernement et, en particulier, le premier ministre a fait preuve de tant d'irresponsabilité qu'il a perdu à jamais la confiance qu'ont pu lui avoir accordée les députés de cette Chambre. Bien des Canadiens n'oublieront pas de sitôt le premier ministre qui pointe du doigt en disant, «Zap—vous êtes gelés» pour condamner le programme qu'il a mis en application un an plus tard.

Cette proposition, cette contradiction, cette incohérence, cette prodigalité, cette moquerie dans la confiance du public dont a fait preuve le premier ministre ne fait pas rire les Canadiens du tout. C'est un très grave abus de confiance. C'est une des raisons qui explique pourquoi les Canadiens, qu'ils fassent partie d'un syndicat ou non, qu'ils soient en affaires ou simples citoyens, ne font pas confiance au gouvernement actuel et ne lui feront pas confiance tant que ce dernier ne lui aura pas au moins donné une idée de la date et de la façon dont il a l'intention de mettre fin aux contrôles et de commencer à rétablir la croissance de l'économie.

Le grand problème du Canada est maintenant devenu une question de confiance. Au lieu d'une atmosphère de confiance, on craint la tricherie—on indique à mots couverts à quelle date les contrôles pourraient prendre fin. Il y a un certain nombre d'options que le gouvernement pourrait envisager mais les Canadiens ne peuvent être sûrs de rien quand ils leur faut établir des plans. On sent qu'il n'y a pas de direction en ce qui concerne l'avenir du Canada et le contexte dans lequel les décisions individuelles doivent être prises.

Je ne veux pas débattre les résultats du programme anti-inflation au Canada. Je suis tout à fait prêt à me montrer généreux et à reconnaître qu'au cours des premiers mois, il est possible qu'il ait contribué à réduire l'inflation. Mais cet effet bénéfique est disparu depuis longtemps; aujourd'hui nous n'avons plus qu'un programme rempli d'injustices. Le député qui a pris la parole avant moi en a cité quelques-unes. Nous avons maintenant un programme qui est devenu un modèle d'édification d'empire bureaucratique, un programme qui affaiblit gravement la confiance des investisseurs et la planifi-

cation au pays. C'est le programme que le gouvernement a l'intention de laisser en place indéfiniment pour autant que nous le sachions, et nous devons de demander pourquoi. L'explication la plus charitable que je peux donner est que le ministre des Finances (M. Macdonald) et ses conseillers sont paralysés. Ils savent qu'ils n'ont réglé aucun des problèmes fondamentaux du pays et ils ne savent même pas comment les aborder. Ils maintiennent donc les contrôles comme dispositifs de sécurité pour dissimuler leur propre indécision. Monsieur l'Orateur, nous appelons parfois le ministre des Finances «Big Mac.» Il serait préférable de le baptiser Linus.

● (1620)

Des voix: Bravo!

M. Clark: La seule autre explication qu'on puisse donner du refus du gouvernement de supprimer le programme de lutte contre l'inflation est qu'il ne veut pas abolir les contrôles. C'est, après tout, le gouvernement qui aime à s'immiscer dans les affaires et la vie privée des Canadiens, qui croit être mieux avisé que quiconque et que lui seul peut décider ce qui est dans l'intérêt bien compris de nous tous. Le député de Davenport (M. Caccia) qui est ici a participé au débat l'autre soir et a parlé d'une économie disciplinée. Cette expression a une résonance autoritaire que le premier ministre trouve si attrayante, mais que la plupart des Canadiens jugent inquiétante ou même détestable.

L'important, nous le savons tous, monsieur l'Orateur, ce n'est pas ce que veut ou ce que doit le ministre des Finances. Ce dernier reconnaît comme il l'a fait au comité et à la Chambre, que la situation économique actuelle se prête bien à une amorce du processus de décontrôle. Mais en définitive, ce n'est pas son opinion qui compte, mais celle du premier ministre du Canada. Et qui sait ce que croit le premier ministre? Pendant les heures qui restent sur ce débat, il voudrait peut-être saisir cette occasion pour venir à la Chambre et nous parler de l'économie canadienne. Depuis le début de l'année civile, il n'a pas fait de discours à la Chambre des communes. Peut-être qu'il voudra saisir cette occasion de venir à la Chambre pour donner aux Canadiens une idée des buts qu'il poursuit et des plans qu'il suit pour favoriser l'expansion de l'économie canadienne. Tant qu'il ne fera pas de déclaration de ce genre, nous devons nous en tenir à ce qu'il dit à l'extérieur de la Chambre.

Nous nous souvenons tous de sa déclaration faite en décembre 1975 au sujet de l'échec du système de marchés libres. L'été dernier, il s'était reconverti à ce système. Maintenant, d'après une entrevue qu'il a accordée l'autre jour à un journaliste du journal *Le Monde* et comme l'a souligné le député de Halifax, le premier ministre aurait déclaré qu'il serait insensé de supprimer les contrôles avant la tenue des élections. Mon collègue de Halifax a qualifié cette déclaration comme une nouvelle doctrine provenant d'une école de pensée plus récente que celle de Galbraith. Pour moi, monsieur, c'est du pur Keith Davey, si on peut encore lui accoler cet adjectif maintenant.

M. Baker (Grenville-Carleton): Les sondages, ça le connaît.

M. Clark: La vérité, c'est que le premier ministre a été malhonnête envers le pays quand il a imposé la réglementation; nous n'avons donc aucune raison de croire qu'il sera plus honnête quand il la supprimera. Monsieur, je n'ai pas assisté au débat l'autre jour; je le regrette, mais j'ai lu avec intérêt l'intervention du président du Conseil du Trésor (M. Andras).